

Hubert VEDRINE, « La géopolitique, source d'inspiration pour les CEOs »

En ce début septembre 2021, le cabinet de conseil BSPK avait convié de nombreux managers et décideurs du Bénélux pour une édition inédite de la 3^e année des « Rencontres Stratégiques du Manager » avec Hubert VÉDRINE – ex. Ministre des Affaires Étrangères français et secrétaire de l'Élysée.



Le Ministre VÉDRINE au pupitre de BSPK

Invité par Henri Prévost, Initiateur de ces rencontres pour CEOs, Hubert Védrine a accordé une interview à AGEFI à quelques jours de la commémoration des attentats du 11 septembre.



Les invités se sont réunis pour le Lunch VIP dans le cadre du Domaine de la Gaichel

Le terme géopolitique est souvent utilisé aujourd'hui avec plus ou moins de pertinence. Quelle est votre définition de la géopolitique et de son rôle actuel sur l'échiquier politique international ?

La géopolitique, c'est l'échiquier mondial. C'est l'interaction de l'histoire, de la géographie, des décisions politiques, des opinions et mouvements des peuples qui fait la géopolitique.

La crise du COVID a démontré qu'une pandémie pouvait créer un chaos considérable au niveau mondial. Dire que nous n'y étions pas préparés peut-il suffire à expliquer cela ?

Une pandémie respiratoire mondiale avait été prévue par de nombreuses autorités, mais cela comportait une telle mise en cause de tous les modes de production, de déplacement et de vie actuels dans la globalisation, que c'était presque impossible à préparer. Quelques pays d'Asie du Sud-Est qui n'avaient pas oublié le SRAS et en avaient tiré des leçons, ont mieux réagi. Il faudra faire une évaluation complète en 2022 des politiques menées par chaque pays et organisations pour en déduire les bonnes pratiques à appliquer à l'avenir.

Parler de « vieille Europe » semble plus que jamais d'actualité. C'est en tout cas ce que vous avancez souvent en étant assez critique avec elle et ses institutions. C'est son manque de leadership qui vous interpelle plus particulièrement ?

Je ne parle pas de vieille Europe, mais je rappelle régulièrement que le mot Europe est un mot valise qui n'a pas le même sens si on parle des institutions, des gouvernements, ou des peuples. Il est clair depuis presque trente ans que les élites européennes ont perdu les peuples en route. Il est indispensable de reformuler l'idée d'Europe pour qu'ils y adhèrent à nouveau. Quant au manque de leadership, c'est un autre sujet. C'est le résultat de la réticence des Européens, pour des raisons historiques, à retransformer l'Europe en une vraie puissance.



Hubert VÉDRINE dédicace son dernier ouvrage « Le Dictionnaire Amoureux de la Géopolitique »

Comment pourriez-vous comparer la stratégie de politique étrangère du Président Macron à celle de François Mitterrand et de Jacques Chirac ? Cette comparaison fait-elle sens pour vous tant le monde a évolué ?

Il y a des éléments de continuité dans les politiques étrangères des présidents de la V^e République, de Charles de Gaulle à Emmanuel Macron, et des différences qui tiennent au contexte, et à leur personnalité. La fin du monde bipolaire est-ouest, en 1991, a modifié le contexte et rendu plus complexe la définition d'une politique étrangère française et sa mise en œuvre dans le monde global. Le poids de l'opinion, électrisée par les réseaux sociaux et l'information continue, s'est alourdi. Le décollage de la Chine et la montée des émergents soulignent que les Occidentaux n'ont plus le monopole du pouvoir. L'objectif reste le même, que la France conserve son autonomie et puisse décider librement, mais c'est de plus en plus contraint.



Bernard FUHRMANN, C.E.O de BMW SCHMITZ (Merscht) accueille les participants pour la conférence plénière du soir

Parmi les enjeux mondiaux, celui du climat devient de plus en plus préoccupant aux yeux des scientifiques. Pensez-vous que la protection de notre planète doit être LA priorité au niveau géopolitique pour cette prochaine décennie ?

J'irai jusqu'à dire que c'est la préservation de la possibilité de vivre sur cette planète, au-delà même du seul climat, qui va s'imposer comme une priorité absolue de toutes les politiques dans les années à venir.

Les événements qui frappent l'Afghanistan sont terribles. Quelle est votre analyse de cette situation ? Quelles sont les risques en matière de géopolitique et de diplomatie internationale ?

L'intervention initiale en Afghanistan pour éradiquer Al-Qaeda et renverser le régime taliban, était légitime et justifiée, y compris en termes de droit international. Le maintien ultérieur, sous le prétexte apparemment honorable de démocratiser l'Afghanistan, était totalement chimérique. Le fiasco de Kaboul n'est pas uniquement américain. Il remet en cause la pulsion de se lancer dans des croisades pour des valeurs. En revanche, les interventions pour défendre nos intérêts vitaux, et si notre sécurité est en jeu, restent légitimes. Ce qu'a déclaré le président Biden à ce sujet est particulièrement franc et honnête.

La Chine, que vous connaissez particulièrement bien, est plus que jamais au cœur des grands enjeux planétaires. Quelle est votre analyse par rapport à son évolution ? Cette pandémie l'a-t-elle affaiblie ou au contraire s'est-elle renforcée dans son rôle de grande puissance économique ?

Le mastodonte chinois poursuit son ascension démarrée avec Deng Xiao Ping à la fin des années 1970. Les Occidentaux pensaient que cela ne pouvait être qu'à leur avantage puisqu'ils ont admis la Chine dans l'OMC en 2001. Par la suite, la Chine a affirmé de plus en plus sa puissance et son ambition de devenir le numéro 1, ce que les États-Unis essayeront d'empêcher à tout prix. Les États-Unis considèrent maintenant la Chine comme un adversaire systémique, et il y a une certaine continuité entre Obama, Trump et Biden. Il faut espérer que les choses ne dégénèrent pas à Taïwan, et que les Occidentaux et la Chine sauront réinventer la coexistence pacifique.



Mathieu LAFOND et Pierre-Yves HANIN de AXA Luxembourg

Vous étiez présent au Luxembourg dans un lieu qui accueille chaque année la réunion conjointe des gouvernements luxembourgeois et belge. C'est une tradition bien établie depuis 2004. Ces deux pays soulignent la nécessité d'approfondir le marché unique en vue de stimuler une reprise forte dans une Europe compétitive et durable. Que pensez-vous de cette position ?

Je ne peux qu'approuver l'idée d'approfondir le marché unique qui a beaucoup enrichi les Européens, à condition que cela ne se traduise pas par une pluie de nouvelles réglementations financières asphyxiantes. D'autre part, vous me parlez d'une Europe durable. Cela nécessite beaucoup d'inventions, d'innovations pour que l'écologisation indispensable se fasse rationnellement et scientifiquement.

Comment un CEO doit-il intégrer aujourd'hui la géopolitique dans sa vision et son management ?

Cela dépend entièrement de son activité. Certaines ne sont sensibles qu'à l'écosystème européen : qu'est ce qui se décide au niveau de l'Union européenne, ou au niveau des États, ou des régions ; quel est l'état des réglementations, de la fiscalité, du marché de l'emploi, etc. Mais d'autres seront très dépendants de ce qui se passe en Chine (économie, réglementation). Il faut être vigilant et réactif. Plus aucun CEO ne peut ignorer la géopolitique. Après, il n'y a que des cas particuliers.



Hubert VÉDRINE en conversation avec Serge HERCEK (BSPK) et Henri PREVOST (CEO de BSPK) dans le parc du domaine de la Gaichel

Profitabilité, management durable, création d'emplois... Tous ces sujets semblent impactés par la dimension géopolitique ? Quelle est votre position ?

La dimension géopolitique, c'est celle de la compétition, avec la Chine comme avec les dizaines d'autres pays émergents. Et la profitabilité dépend évidemment de très nombreux critères. Mais il faut intégrer que les Occidentaux ne sont plus seuls à faire la loi. Il faut donc négocier et que la nécessité vitale de l'écologisation de tous les modes de production et d'échange, j'y reviens, va modifier les conditions de la rentabilité. Le monde entier s'engage dans cette voie, à des rythmes très différents. Les retardataires seront sanctionnés par les marchés, car des phénomènes genre taxe carbone vont inévitablement se propager. Mais ceux qui seraient trop en avance pourraient l'être aussi, il faut donc trouver le bon tempo.

Quelle motivation vous a conduit à répondre à l'invitation du cabinet BSPK ?

« J'ai accepté, en raison de la personnalité dynamique et attachante d'Henri Prévost, parce que je me suis renseigné sur ces rencontres stratégiques qui m'ont semblé une excellente initiative me donnant l'occasion de rencontres très intéressantes, et parce que j'étais heureux de découvrir des régions du Luxembourg que je ne connaissais pas. »

Contact : www.BSPK.lu Tel : +352.691.270717. Email : ceo@bspk.lu